

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

A quand la fin de l'ostracisme ?

En cette fin d'été 2013, les autorités en charge de la formation et de l'enseignement professionnels ont investi les plages et les espaces publics pour porter la bonne parole auprès des jeunes et de leurs parents.

Une initiative inédite mais qui a le mérite d'alerter sur l'ostracisme qui frappe ce segment du système éducatif. Auraient-elles (ces autorités) recouru à cette forme de communication, si tous les partenaires institutionnels avaient participé à la promotion/valorisation d'un secteur vital pour le développement économique ? Même si l'un des partenaires, à savoir le ministère de l'Education nationale, a joué le jeu via des textes réglementaires conjoints et des commissions interministérielles (MEN/MEFP), il n'en demeure pas moins que l'impact de cette collaboration n'a pas été positif. Pour preuve, cette opération insolite et ce dépit récurrent affiché par les différents responsables qui se sont succédé à la tête de ce département ministériel depuis des lustres.

Une réorganisation contrariée

Il y a lieu de rappeler les avancées enregistrées sur le plan formel. Dans son rapport final, la Commission nationale de la réforme du système éducatif (CNRSE-2002) a recommandé une réorganisation des cursus du post-obligatoire (après la 4^e AM). Il y est stipulé que l'Enseignement technique doit se scinder en deux cursus. L'un, l'enseignement secondaire technologique, demeure dans les lycées (dits établissements d'enseignement secondaire général et technologique). Quant à l'autre cursus, l'enseignement professionnel, il sera dispensé dans des Instituts supérieurs d'enseignement professionnel.

Cette innovation majeure qu'est l'Enseignement professionnel est une tendance mondiale et notre pays a pris énormément de retard dans ce domaine. Elle doit viser trois objectifs et non des moindres :

1) - revaloriser aux yeux de l'opinion publique – surtout des parents et des élèves – les filières de l'enseignement professionnel, et ce, grâce aux formations diplômantes (CAP, BEP1, BEP2 et BTS) qui peuvent et doivent mener leur titulaire à une formation universitaire (ingénieur) comme c'est le cas dans les pays avancés ;

2) - juguler la déperdition scolaire par la régulation des flux d'élèves via des passerelles d'orientation/réorientation opérationnelles à partir de la 4^eAM ou de l'une des trois années de l'enseignement secondaire technologique. La nouveauté – elle est assez significative – réside dans la qualité des postulants à l'enseignement professionnel. Ce ne sont pas les exclus des col-

lèges qui y accèdent mais les admis à l'enseignement secondaire – soit l'élite des élèves du cursus obligatoire (primaire et collège) ;

3) - s'ouvrir sur le monde du travail par des stages pratiques en entreprise, et ce, en alternance avec une formation théorique et de culture générale. Ce contact avec le métier choisi constitue une source de motivation supplémentaire. Il facilite l'embauche et l'insertion du futur technicien supérieur. Il demeure que ces métiers fluctuent avec l'évolution des besoins de l'économie moderne d'où d'ailleurs l'indispensable adaptation rapide des filières - certaines disparaissent et d'autres apparaissent.

En théorie, cette réorganisation du post-obligatoire est séduisante. Mais des questions taraudent les esprits. Est-ce que tous les moyens ont été mis en œuvre pour la rendre efficace ? Dans sa dernière intervention au forum de *Liberté*, l'ex-ministre de l'Enseignement & de la Formation professionnels, M. Mohamed Mebarki a déclaré que «notre secteur ne reçoit que 1% sur les 30% d'élèves censés (prévus par les textes) être orientés vers la formation et l'enseignement professionnels». Et de lâcher dans un regret compréhensible : «Notre secteur souffre d'une lacune : il est considéré comme le réceptacle des recalés». Tout est dit dans un aveu de taille déjà émis par tous ses prédécesseurs, faut-il le souligner.

Ne pas apporter de solutions radicales à cet ostracisme risque de plomber durablement le moteur d'un secteur aussi stratégique. A l'évidence, devant les défis du développement, il est urgent de s'atteler à cette valorisation que d'aucuns appellent de tous leurs vœux.

Que faire ?

A commencer par l'incontournable communication en direction des parents, des enseignants et des élèves (écoliers, collégiens et lycéens). Une indispensable sensibilisation qui dissipera les incompréhensions et redonnera à l'enseignement professionnel toute sa valeur. Elle débutera au primaire par des activités d'éveil aux métiers : les faire découvrir aux écoliers de façon ludique mais aussi en situation réelle (visites guidées, vidéo, contact avec les professionnels...).

Au collège et au lycée, la découverte continue pour affiner le penchant pour tel ou tel métier et susciter des vocations. Le rôle du Centre de documentation et d'information (CDI) et de ses animateurs est prépondérant. Faudrait-il encore créer cette structure dans les établissements scolaires. Un embryon avait vu le jour dans années 1970 – début 1980 avec le professeur informaticien au collège. Il dispensait de l'information (enquête, prospectus, monographie, interview, contact avec les professionnels...) une

heure par semaine. Une belle initiative remise au placard depuis. Par nostalgie face au déclin actuel, on se rappellera les opérations de marketing et de «chasse» aux compétences qu'organisaient, au sein même des établissements scolaires, les grandes entreprises publiques (Sonatrach, Sonarem, SNS...) et les institutions (aviation, ANP, gendarmerie, marine...). Ainsi sera battue en brèche la tenace image négative qui tente d'assimiler l'enseignement professionnel à la formation professionnelle des anciens centres de formation professionnelle pour adultes. Il y a lieu de rendre hommage à ces derniers. N'ont-ils pas été une structure d'appoint inestimable et ses pionniers des éducateurs au grand cœur ? Elles ont joué un rôle extraordinaire dans le développement du pays à un moment crucial de son histoire (les années 1960-1970). Les CFPA tout comme les CET (Collèges d'enseignement technique) et les CFA (Centres de formation administrative) ont donné au pays des diplômés qui ont fini par accéder au firmament de leur spécialité. Les exemples sont légion.

L'enjeu de la promotion/valorisation de l'enseignement professionnel est de taille. Il invite à un total chamboulement des mœurs scolaires et universitaires. Un enjeu qui appelle à une révolution des mentalités jusque-là ligotées par les images désuètes. Une image qui ankylose jusqu'au sommet de certaines institutions concernées par le devenir de nos jeunes. D'aucuns diront : «Mais pourquoi impliquer l'université dans cette opération de sauvetage ?» Là est le nœud gordien de la problématique.

Huit années après le lancement de l'Enseignement professionnel pour les admis en seconde, les élèves ne se bousculent pas au portillon des Instituts supérieurs d'enseignement professionnel. Les trois diplômes programmés tout au long du cursus (DPI, DP2 et BTS) n'ont pas eu l'effet escompté. Pourquoi ? Conditionnés par le mythe du «bac : unique voie de salut» dans la vie, les élèves admis au post-obligatoire nourrissent – pour leur écrasante majorité – le rêve de suivre des études supérieures. Or, en Algérie, le ministère de l'Enseignement supérieur refuse d'accorder un prolongement universitaire – de type ingénieur – aux diplômés délivrés par l'Enseignement professionnel. Ainsi, à hauteur d'une qualification de technicien supérieur (BTS), la vie active est leur seul débouché. Cela est insuffisant pour s'attirer les faveurs des élèves. Au vu de l'attitude de l'enseignement supérieur qui minimise la portée académique du cursus de l'Enseignement professionnel, les élèves du collège préfèrent aller dans un lycée d'enseignement général. Leur objectif et celui de leurs parents étant de décrocher le passeport pour l'université. Le double mépris institutionnel et socioculturel – l'un nourrissant



Par Ahmed Tessa, pédagogue

l'autre – a grandement nuit à l'image de l'enseignement professionnel algérien. Ce qui est loin d'être le cas dans de nombreux pays développés qui hissent l'enseignement professionnel au même statut que l'Enseignement général puisqu'il ouvre droit à une formation universitaire. Même la France, patrie de cet élitisme aristocratique qui nous fait tant fantasmer, les idées ont évolué. Ainsi, le concours du «Meilleur artisan de France» qui englobe pas moins de deux cents spécialités (cuisinier, pâtissier, plombier, maçon, etc.) attribue un diplôme national officiellement placé avec une équivalence académique : bac + 2. Une université des arts et métiers existe à Rennes qui reçoit l'élite de cet enseignement professionnel. Bien des diplômés de l'université française (toutes filières confondues) se réorientent vers une formation à un métier qui les a fait rêver durant leur enfance. D'autres s'y inscrivent pour fuir le chômage qui semble impuisant devant la solidité d'un diplôme de l'Enseignement professionnel. Ce double mépris a pour conséquence majeure, une désaffection de l'enseignement professionnel par les jeunes. Si elle se prolonge au-delà du tolérable (une limite largement atteinte), cette désaffection enfoncera davantage l'Algérie dans les sables mouvants de l'économie informelle, du business de l'import/import et du «trabendo». Voire jusqu'à l'importation d'ouvriers spécialisés. Si ce n'est déjà fait !

Osons espérer qu'avec son nouveau premier responsable, le ministère de l'Enseignement supérieur finira par se rendre à l'évidence et qu'il lèvera l'obstacle qu'il a dressé devant l'enseignement professionnel. Et que ce dernier puisse servir de levier puissant au développement économique et social.

A. T.